



**« L'importance prépondérante du libre-échange et la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord »**

**Allocution de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.**

Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC

*Institut canadien de la défense et des affaires étrangères*

Jeudi 9 janvier 2014

*Priorité au discours prononcé*

Bonsoir, et merci pour votre aimable présentation. Je suis heureux d'avoir l'occasion de vous adresser la parole aujourd'hui et je me réjouissais de participer à l'événement de ce soir.

Lorsque j'étais politicien, je disais souvent que le Canada était un pays nordique et que nous supportions en général 10 mois d'hiver et deux mois de mauvaises conditions pour faire du patin. Je le disais pour blaguer, mais cet hiver de 2014 prend des tournures de réalité.

Je voudrais vous offrir aujourd'hui un point de vue canadien sur la révolution nord-américaine dans la production d'énergie – et les bonnes occasions d'affaires et les défis qui sont apparus. Cela sous-entend le besoin d'un nouvel engagement, d'innovation et de refonte de la politique publique au Canada et aux États-Unis relativement à l'énergie, au changement climatique et à l'environnement.

Les questions énergétiques ont de profondes répercussions sur les intérêts nationaux aussi bien du Canada que des États-Unis. Un examen rapide des relations entre nos deux pays illustre que l'énergie, plus que toute autre chose, a été pendant un demi-siècle à la base du programme d'actions bilatéral entre nos deux pays.

Du point de vue des Américains, la question d'une importance capitale a été la garantie d'un approvisionnement énergétique fiable et abordable. Il y a 45 ans, Richard Nixon a été le premier président à souligner l'importance stratégique des sables bitumineux du Canada et à proposer une politique continentale sur le pétrole. Une harmonisation a été réussie : le Canada comme fournisseur et les États-Unis comme consommateur. C'est important, parce que l'irréfutable leçon que nous enseigne l'histoire, c'est que la prospérité économique est directement liée à l'approvisionnement et à la sécurité des hydrocarbures.

Depuis les années 1980, abrités et dans le cadre de traités de libre-échange, le Canada et les États-Unis ont bénéficié des avantages mutuels d'un partenariat extraordinaire. Nos deux pays ont mis sur pied le marché énergétique le plus important et le plus intégré du monde. Il n'y a rien de comparable – nulle part.

Les avantages ont été réciproques. Le Canada a consolidé sa position comme le plus important fournisseur de gaz naturel, d'uranium, de produits de pétrole raffinés, d'électricité et, bien entendu, de pétrole des États-Unis. Au cours des 25 dernières années, le Canada a en général fourni aux États-Unis près de 20 % de leurs

importations de pétrole. L'Amérique a, à son tour, réduit sa vulnérabilité aux perturbations des prix et aux ruptures d'approvisionnement.

Tout compte fait, cette relation a été confortable. Peut-être trop confortable, parce que nous avons ignoré jusqu'à tout récemment que les intérêts énergétiques du Canada et ceux des États-Unis – quoique certainement interconnectés et dans bien des cas similaires – n'ont jamais été identiques.

Maintenant, nous sommes tous entrés dans une nouvelle ère. La renaissance énergétique de l'Amérique du Nord est en train de modifier l'équation de l'offre et de la demande sur notre continent et de transformer le rêve chimérique de la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord en probabilité.

L'ampleur de ce bouleversement est sans précédent. Les États-Unis sont actuellement le plus important producteur de combustibles liquides du monde et ils deviendront le plus important producteur de pétrole dans un an environ. D'ici à 2020, notre continent sera autosuffisant. Nous nous trouvons maintenant dans un monde dans lequel le secrétaire de l'énergie américain procède activement à l'examen de permis d'exportation pour des installations américaines de gaz naturel liquéfié (GNL) (17 au dernier décompte) et envisage même de lever l'interdiction frappant les exportations de pétrole qui est en place depuis 40 ans.

Qui parmi nous avait pensé voir ce jour arriver?

- ♦ Un jour où la production continentale de pétrole et de gaz naturel a augmenté en flèche plus rapidement que prévu.
- ♦ Un jour où l'utilisation du gaz naturel en remplacement d'autres combustibles, du charbon en particulier, survient plus rapidement que quiconque l'aurait imaginé.
- ♦ Lorsque les importations de pétrole léger non sulfuré d'Afrique et de pétrole lourd du Moyen-Orient, du Mexique et du Venezuela sont en train d'être déplacées.
- ♦ Lorsque le Canada et les États-Unis poursuivent énergiquement un avenir en tant que fournisseur mondial de GNL au bassin Asie-Pacifique.
- ♦ Lorsque le Canada envisage énergiquement un avenir en tant que fournisseur de pétrole brut à l'Asie après 2017, inimaginable il y a tout juste cinq ans.

Et le jour où les États-Unis sont devenus l'un des plus importants exportateurs de produits de pétrole raffinés du monde.

Cette renaissance énergétique a été réalisée non pas par les efforts de gouvernements successifs, mais par les marchés libres, par l'entreprise privée, par la technologie et l'innovation. Elle a procuré à l'Amérique du Nord un triple avantage compétitif par rapport au reste du monde industriel – un avantage au chapitre de la sécurité, un avantage industriel et un avantage environnemental.

C'est une époque d'optimisme et de grandes possibilités. Étant donné le rythme du changement, c'est aussi une époque de forte volatilité. Elle entraîne des incidences régionales et continentales et nous commençons à constater des changements en matière de flux d'énergie, de prix et de compétitivité.

Au sein de cette volatilité, le rythme des changements politiques s'accélère aussi. Le président Obama s'efforce de faire avancer son programme d'énergie propre – pas

nécessairement au moyen de lois adoptées par le Congrès, mais en ayant davantage recours aux leviers de l'exécutif à sa disposition, y compris des nominations à des organismes, son discours persuasif et des relations internationales.

La réalité porte certainement à croire que les décisions relatives à l'énergie du gouvernement Obama seront encore prises avec un plus grand souci et plus de conscience de leurs effets potentiels sur le changement climatique et sur l'environnement en général.

Comment est-ce que tout cela cadre avec le contexte plus large du potentiel énergétique de notre continent au cours des années et des décennies à venir?

Plus précisément, quelles en sont les incidences géopolitiques pour le Canada et les États-Unis?

On a très peu prêté attention au fait qu'en tant qu'amis et partenaires sur ce continent, nous avons devant nous des possibilités qui font l'envie du monde industriel : la possibilité de développer nos ressources collectives davantage et d'en tirer profit, et de le faire d'une manière qui garantit la sécurité énergétique, encourage la responsabilité environnementale et renforce notre puissance industrielle.

Il y a quatre avantages pertinents dont on doit tenir compte :

Tout d'abord, les économies du Canada et des États-Unis ont été renforcées par la révolution énergétique et elles peuvent encore en profiter. Nos industries énergétiques sont devenues des moteurs de croissance. En fait, le boom dans le gaz naturel a provoqué une renaissance dans la relocalisation de l'industrie manufacturière en Amérique du Nord. Même si le Canada a tardé à en tirer profit, l'avantage compétitif dont a bénéficié l'industrie tant au Canada et qu'aux États-Unis est identique et il est difficile de concevoir que les secteurs industriels gourmands en énergie, y compris l'industrie pétrochimique, l'industrie lourde, le ciment et les engrais n'en sortiront pas également renforcés au fil du temps. En fait, la position compétitive du Canada en sortira davantage renforcée par la dévalorisation de notre dollar que nous avons constatée au cours des derniers mois.

Deuxièmement, en matière de sécurité le Canada aussi bien que les États-Unis sont maintenant en mesure d'intervenir sur la scène mondiale davantage en position de force. Même si cela concerne plus directement les États-Unis, on ne doit pas ignorer que les objectifs du Canada en matière de sécurité internationale ne diffèrent pas considérablement de ceux des États-Unis. Même si le Canada n'a pas les mêmes responsabilités de sécurité internationale que les États-Unis, le Canada est de tous les pays du G7 le plus tributaire du commerce et nous tirons directement profit d'une robuste économie mondiale et l'absence d'interruptions dans les marchés énergétiques. Par ailleurs, nos intérêts en matière de sécurité nationale au Moyen-Orient ne sont pas sensiblement différents de ceux des États-Unis. Nos deux pays appuient la sécurité d'Israël. Nous partageons les mêmes objectifs de non-prolifération internationale, y compris à l'égard de l'Iran. Nous appuyons ensemble la démocratie dans des pays tels que le Yémen, la Syrie et en Afrique du Nord, et nous faisons front commun pour dissuader des agressions et combattre le terrorisme.

Troisièmement, ces événements favorisent l'environnement en Amérique du Nord dans l'ensemble et ils donnent aux deux pays des possibilités inattendues de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les États-Unis, en particulier, peuvent

considérablement les réduire en utilisant tout simplement moins de charbon pour produire de l'électricité. En ce qui a trait au changement climatique, il convient de remarquer que les positions du Canada et des États-Unis ont été virtuellement identiques dans les négociations internationales.

En dernier lieu, le Canada et les États-Unis profiteront d'un marché du gaz naturel plus efficient et mondialisé qui favorisera une économie mondiale plus robuste et relâchera le contrôle qu'exerçaient les principaux fournisseurs de gaz naturel au profit de l'Australie, du Canada et des États-Unis.

À chacun de ces égards, le Canada et les États-Unis en profiteront le plus si nous continuons de considérer nos ressources énergétiques – pétrole, gaz naturel et hydroélectricité – ensemble. Elles sont répandues à travers notre continent d'une manière qui exige essentiellement l'intégration économique. C'était en fait l'esprit de l'ALENA. Au cours des 20 dernières années, le niveau de vie des deux côtés de la frontière a été relevé par l'intégration de notre infrastructure énergétique et les récents événements devraient renforcer nos efforts visant à construire une infrastructure et des marchés continentaux efficaces au lieu de les entraver.

Ce n'est malheureusement pas ce que nous faisons actuellement, nous avons été de plus en plus préoccupés par un désaccord au sujet d'un simple oléoduc – le Keystone XL.

À dire vrai, je suis fermement en faveur de l'oléoduc Keystone et de son approbation par le gouvernement américain. À mon avis, il est dans l'intérêt national des deux pays. Le pétrole qu'il transporterait est produit conformément à des normes environnementales qui sont au moins aussi rigoureuses que celles qui s'appliquent à la production de pétrole aux États-Unis et bien plus rigoureuses que celles qui s'appliquent dans d'autres pays qui peuvent débarquer leur pétrole aux États-Unis sans interférence. En fait, l'Alberta est l'une des rares régions du monde qui met un prix sur le carbone dans la production de pétrole.

Les États-Unis ont historiquement appliqué aux questions de sécurité relatives au pétrole une politique déterminée par la diversité de l'approvisionnement – en facilitant et en appuyant des marchés libres pour le commerce de l'énergie et en construisant une infrastructure qui facilite l'importation du pétrole en provenance de plusieurs fournisseurs. C'est ce qui cause le retard au sujet de Keystone et l'incertitude qui prête à confusion chez les Canadiens.

Nous devons cependant aller au-delà de cette distraction. À mon avis, nous devons accorder une importance primordiale au tableau d'ensemble et au long terme.

Les États-Unis doivent réfléchir au but et à l'importance de la relation de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et reconnaître tout ce qu'elle a réalisé – et continue de réaliser – pour les deux pays. Le Canada, de son côté, doit présenter aux États-Unis une idée plus nette de la politique qu'elle compte suivre en matière de l'environnement et de changement

En allant ainsi de l'avant, il y a trois objectifs prédominants liés à l'énergie que le Canada et les États-Unis doivent essayer de réaliser au cours des prochaines années.

Le premier objectif est de renforcer le cadre politique du marché nord-américain de l'énergie.

Au cours des dernières années, nous avons réalisé des progrès sur certaines importantes questions. Nous avons, par exemple, réussi à harmoniser les normes de consommation de carburants pour automobiles et camions, une réussite qui réduit déjà considérablement les émissions de gaz à effet de serre en Amérique du Nord.

En nous fondant sur ce succès, nous pourrions poursuivre ensemble une harmonisation totale du réseau de transport et imposer des normes continentales aux secteurs ferroviaire et de l'aviation.

Nous devons cependant reconnaître et confronter une tendance politique qui menace d'aller à l'encontre des normes de marché libre auxquelles nous accordons tous les deux de l'importance. Je parle de l'émergence de normes infranationales dans diverses administrations américaines – des normes qui entravent le flot de pétrole canadien dans le marché américain et l'élargissement du marché d'énergie renouvelable le plus efficace d'Amérique du Nord.

Les marchés libres produisent des résultats impressionnants lorsqu'on les laisse fonctionner. Les Américains le savent mieux que quiconque sur la planète.

Nous avons cependant permis des normes infranationales qui se détournent des principes fondés sur le marché. Des décideurs ont encouragé leur prolifération, à la place d'une action politique concertée à l'échelle nationale et continentale sur l'énergie et l'environnement. Elles menacent pourtant la vitalité de notre plus importante politique énergétique continentale – notre accord de libre-échange.

Nous le constatons dans le secteur de l'énergie renouvelable où de nombreuses administrations américaines mettent au point des normes obligatoires qui excluent l'hydroélectricité canadienne.

L'essentiel, c'est que nos deux gouvernements doivent s'efforcer au niveau national de trouver le moyen pour nous Nord-Américains d'écologiser le réseau électrique américain en mettant à contribution jusqu'à 25 000 mégawatts d'hydroélectricité canadienne propre – et, ce faisant, réduire les émissions engendrées par le charbon d'une quantité équivalente.

Nous le constatons aussi dans la décision prise par des douzaines d'administrations américaines de mettre au point leurs propres normes de carburant à faible teneur en carbone. Ces normes visent un seul but : l'exclusion du pétrole brut des sables bitumineux du marché américain. Paradoxalement, c'était surtout l'approvisionnement disponible en pétrole de cette ressource canadienne qui avait en premier lieu poussé les États-Unis vers l'accord de libre-échange.

J'envisage la question sous cet angle et je l'ai dit depuis 2009 : si nous désirons vraiment une norme nord-américaine de carburant à faible teneur en carbone, tant mieux – mais nous devrions alors en négocier une et elle devrait être appliquée à chaque baril de pétrole produit ou débarqué sur notre continent.

Nous nous dirigeons cependant pour le moment vers le pire de tous les mondes : une prolifération de diverses normes infranationales qui s'appliquent à certaines formes d'énergie, mais pas à d'autres, à certaines variétés de pétrole, mais pas à d'autres, à certains pipelines, mais pas à d'autres, et à certaines formes d'énergie renouvelable, mais pas à d'autres.

Ce n'est pas l'esprit de l'accord de libre-échange à l'œuvre.

À mon avis, le Canada et les États-Unis doivent revenir à ces principes de libre-échange qui sont inscrits dans l'ALENA et nous devons aborder les questions d'énergie dans une perspective continentale. Nous avons recueilli les fruits des politiques énergétiques continentales pendant 25 ans et leur révocation démontrerait un manque de discernement.

Le deuxième objectif que le Canada et les États-Unis doivent poursuivre en commun, c'est d'établir l'Amérique du Nord comme un champion mondial en matière non seulement de production d'énergie, mais aussi de performances environnementales.

Dans un monde de plus en plus préoccupé par des questions d'ordre environnemental en général, et par le changement climatique en particulier, le leadership en matière d'énergie et le leadership en matière de protection de l'environnement sont devenus les deux côtés de la même médaille. De nos jours, si on est concerné par l'énergie, on l'est aussi par l'environnement. C'est aussi simple que cela.

Il nous faut collaborer afin de poursuivre des politiques environnementales qui sont dans notre intérêt mutuel – et à notre avantage compétitif.

Qu'est-ce que j'entends par là? Je suis rentré il n'y a pas longtemps de Pékin et j'ai été encore une fois stupéfié par le niveau de pollution que les citoyens doivent tolérer dans leur vie de tous les jours. Le smog était tellement épais qu'on pouvait à peine entrevoir des immeubles éloignés d'un bloc seulement. Cela nous rappelle brutalement l'avantage environnemental dont nous bénéficions de manière spectaculaire en tant que Nord-Américains – et le fait que nos normes environnementales aident à nous distinguer dans un marché compétitif pour le commerce, les investissements et les talents.

Il reste encore beaucoup à faire. Si, cependant, nous reportons nos regards vers l'avenir, au-delà d'une dizaine d'années, l'Amérique du Nord est tout à fait en mesure d'avoir la meilleure infrastructure du monde en matière d'énergie, pour ce qui est aussi bien de la production que de l'approvisionnement – et d'enregistrer aussi les meilleures performances au chapitre de la protection de l'environnement. Des sables bitumineux qui ont moins d'effets nuisibles. Un système d'électricité plus propre, nettement moins dépendant du charbon. Et bon nombre d'installations de GNL qui exporteront du gaz naturel liquéfié à travers le Pacifique, ce qui réduira l'utilisation du charbon dans les pays émergents.

Si l'objectif que nous avons en commun consiste vraiment à nous pencher sur le changement climatique et la qualité de l'environnement à l'échelle mondiale, la diminution du nombre des centrales alimentées au charbon en Chine et dans d'autres pays d'Asie est un très bon point de départ.

Le troisième objectif pour le Canada et les États-Unis, c'est la construction et le soutien de l'infrastructure nécessaire qui garantira l'efficacité maximale de l'approvisionnement de notre marché continental et de ses exportations.

Cette question est d'une importance cruciale pour les Canadiens. En fait, elle l'est aussi pour les États-Unis.

Les discours prononcés récemment par Ryan Lance, chef de la direction de ConocoPhillips, et les commentaires il y a tout juste deux jours de Lisa Murkowski, sénatrice de l'Alaska, membre haut placé du comité du Sénat sur l'énergie, exigeaient dans les deux cas la levée de l'interdiction frappant les exportations de pétrole brut. M<sup>me</sup> Murkowski a déclaré que cette interdiction des exportations « ne profite pas au peuple américain ».

Keystone est évidemment, du point de vue canadien, la pièce maîtresse de ce problème continental. Tout comme la construction ou la remise à niveau de pipelines moins importants qui sont stratégiquement placés pour réduire ou éliminer les goulots d'étranglement dans le transport continental de pétrole et de gaz. Environ 10 % du pétrole qui circule entre les deux pays et à l'intérieur sont transportés par voie ferroviaire.

Mail, il y a bien plus que cela. Le Canada et les États-Unis doivent aussi construire l'infrastructure nécessaire pour transporter notre pétrole et notre gaz vers la côte du Pacifique et finalement vers l'Asie.

J'avais dit il y a quelques années que l'accès à la côte ouest devrait être une priorité nationale pour le Canada. Il se peut que cela ne suffise plus à exprimer ce sentiment d'urgence. L'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie sur le continent est tel que le Canada doit faire de l'accès outremer une priorité nationale absolue. Au-delà de 2020, et sans après 2017, il faudra que le Canada ait accès aux marchés asiatiques en croissance pour que la production de pétrole des sables bitumineux puisse continuer d'augmenter. Pratiquement toute la demande supplémentaire réside dans des pays qui ne sont pas membres de l'OCDE, en particulier ceux d'Asie.

Sans accès, le Canada se heurtera à un marché nord-américain saturé et sera dans l'impossibilité de vendre l'augmentation de la production des sables bitumineux aux prix mondiaux. C'est en fait ce qui se passe à certaines reprises. L'absence de l'oléoduc de Keystone exacerberait le problème.

Lorsque j'ai soulevé cette question pour la première fois il y a quelques années, certains ont dit que mes commentaires étaient alarmistes. Plus personne au Canada ne le dit maintenant. De plus en plus de voix se lèvent aux États-Unis pour exprimer ces mêmes préoccupations du point de vue des États-Unis. La dynamique du marché pèse lourdement sur les perspectives énergétiques du Canada, sur la valorisation des actifs canadiens et sur les décisions relatives aux investissements étrangers directs.

Je voudrais faire remarquer en terminant que nous avons vécu confortablement, en tant que Canadiens, dans un monde caractérisé par une demande américaine insatiable accompagnée d'une insuffisance de l'approvisionnement. Nous avons oublié quelques vérités bien simples, à savoir que les hydrocarbures n'ont de la valeur que dans la mesure où on peut les transporter au marché. Les hydrocarbures ont encore plus de valeur si on peut les transporter dans d'autres marchés. Elles ont le plus de valeur lorsqu'elles peuvent parvenir aux marchés mondiaux.

Le Canada ne doit plus jamais l'oublier.

L'augmentation de la production de pétrole et de gaz naturel en Amérique du Nord, résultant de l'innovation technologique, promet aux Canadiens et aux Américains un

avenir plus sûr et plus prospère et, si elle est utilisée à bon escient, plus écologique que par le passé.

À mon avis, nous commençons seulement à nous rendre compte de l'envergure de ce qui se passe actuellement, un avenir dans lequel la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord et la qualité de notre environnement seront un avantage compétitif déterminant dans le marché mondial.

Nous ne devons pas ignorer que ce marché de l'énergie – et les ressources que cette liberté en matière d'énergie nous donnera – sont d'envergure continentale. C'est une occasion nord-américaine. Nous devrions collaborer afin de concrétiser sa promesse.

Merci.